

Le collectif solidarité Roms de Lille-Métropole dénonce la destruction du bidonville du Pont-Royal à Lille

Ce mardi 22 août à partir de 7 h, la police nationale a procédé à l'expulsion des quelques 70 personnes de nationalité roumaine vivant sur le rond-point du Pont-Royal, terrain appartenant à la Ville de Lille et pour une petite part, à la Métropole. Des engins de travaux publics ont ensuite détruit les abris et cabanes des habitants. Une vingtaine de personnes sont restées à proximité, sans solution d'hébergement. D'autres familles ont rejoint un autre campement lillois déjà saturé.

Une fois de plus, le collectif solidarité Roms de Lille-Métropole doit dénoncer une mesure de destruction d'un bidonville à Lille.

- Cette expulsion, si elle vise à faire disparaître les personnes concernées de la commune, est totalement inopérante : la plupart des familles resteront sur le sol lillois, soit dans un bidonville existant, soit dans une nouvelle installation qui ne manquera pas de poser des problèmes.

- Cette expulsion, visiblement urgente à quelques jours de la Braderie, n'a pas été exécutée dans les règles respectant les droits des habitants du bidonville. Si elle prétend s'inscrire dans la suite des décisions judiciaires de février et mars derniers, il y manque un élément réglementaire indispensable : un commandement de quitter les lieux signifié aux intéressés. Les nombreuses visites effectuées par des représentants de la Préfecture et de la Police ces dernières semaines sur place, pour pousser les habitants au départ, ne peuvent en tenir lieu.

Dans des cas très exceptionnels, la Préfecture et la mairie peuvent ordonner une évacuation sur arrêté (préfectoral ou municipal). Mais aucun acte de ce type n'a été porté à la connaissance des familles chassées de leurs domiciles. Leurs avocats ont demandé ce jour aux autorités de produire cet arrêté, s'il existe...

Le collectif solidarité Roms s'interroge sur le fond et la forme de l'expulsion de ce jour. Il se réserve la possibilité d'y donner une suite judiciaire si les irrégularités potentielles se confirment.

Pour le collectif solidarité Roms de Lille-Métropole,
Mardi 22 août 2017